Point de vue

L'OTAN doit protéger les droits des femmes

Cet article est publié dans le cadre de l'alliance LENA avec six grands journaux du continent: *El País, La Repubblica, Le Figaro, Le Soir, Die Welt* **et le** *Tages-Anzeiger*.

Les violences faites aux femmes trahissent la promesse fondamentale faite dans la Charte des Nations Unies en matière d'égalité des droits et de respect de la dignité des femmes. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles dans la plupart des régions du monde, les femmes restent dans une position de subordination par rapport aux hommes.

Quand ces violences sont commises en tant qu'actes de guerre, elles déchirent des familles, sont à l'origine de déplacements de masse et rendent la paix et la réconciliation bien plus difficiles à atteindre. Souvent, elles sont précisément commises dans le but d'atteindre ces objectifs dans le cadre d'une stratégie militaire.

Bien qu'elle soit interdite par le droit international, la violence sexuelle continue d'être employée en tant que tactique de guerre dans de nombreux conflits, de la Birmanie à l'Ukraine et de la Syrie à la Somalie. Elle englobe le viol collectif, l'esclavage sexuel et le viol comme forme de torture, de nettoyage ethnique et de terrorisme. C'est pourquoi aujourd'hui, il est souvent plus dangereux d'être une femme dans une zone de guerre qu'un soldat.

Dans nos rôles respectifs, nous avons constaté que les conflits dans le cadre desquels les corps et les droits des femmes étaient systématiquement malmenés duraient plus longtemps, occasionnaient des blessures plus profondes et étaient bien plus difficiles à résoudre et à surmonter. Il est donc essentiel de mettre un terme à la violence fondée sur le sexe. C'est une question de paix, de sécurité et de justice sociale.

L'OTAN a été créée pour préserver non seulement la sécurité, mais également la liberté de ses peuples – selon les mots du président Harry Truman, en tant que «bouclier contre l'agression et la peur de l'agression».

Nous pensons que l'OTAN a la responsabilité et l'occasion de devenir un protecteur majeur des droits des femmes. Nous pensons surtout que l'OTAN peut faire office de leader militaire mondial dans la prévention et la lutte contre la violence sexuelle dans les conflits, en s'appuyant sur les forces et les capacités de ses États membres et en collaborant avec ses nombreux pays partenaires. Au cours des prochains mois, nous travaillerons ensemble et avec d'autres afin de déterminer comment l'OTAN peut renforcer sa contribution à la protection des femmes ainsi que sa participation à tous les aspects de la prévention et de la résolution des conflits.

Premièrement, en nous appuyant sur l'engagement de l'OTAN à intégrer les questions de genre à sa réflexion stratégique en tant que valeur et en renforçant la culture d'intégration des femmes dans l'ensemble de l'organisation, y compris aux postes de direction. Les hauts dirigeants militaires de l'OTAN ont un rôle clé à jouer. Ils doivent devenir des modèles positifs et promouvoir le rôle des femmes dans l'armée.

Deuxièmement, en aidant les autres armées à renforcer leurs normes. L'OTAN et les pays alliés participent chaque jour à la formation d'armées partenaires à travers le monde. Nous souhaitons explorer d'autres moyens de renforcer la formation sur la protection des droits humains et des civils, y compris contre la violence sexuelle.

Troisièmement, l'OTAN a développé des pratiques opérationnelles standard pour les soldats sur le terrain, des pratiques enseignées au cours d'une formation prédéploiement obligatoire. L'établissement de normes et l'organisation de formations ne sont pas la seule solution, mais ils permettent au personnel de comprendre de quelle manière les femmes et les filles sont affectées par les conflits et de disposer d'une formation adéquate afin de pouvoir prévenir, reconnaître et répondre à la violence sexuelle et basée sur le sexe. Ils jouent un rôle fondamental dans la création de changements culturels durables, qui consistent notamment à faire tomber les mythes qui alimentent la violence sexuelle et à approfondir la compréhension de l'importance de la protection et des droits des femmes dans la création d'une paix et d'une sécurité durables.

Quatrièmement, l'OTAN déploie déjà des conseillers spécialisés dans les questions d'égalité des sexes au sein de communautés locales au Kosovo et en Afghanistan, et les femmes soldats de

Angelina Jolie
Cofondatrice de l'initiative de prévention des violences sexuelles dans les conflits

Jens Stoltenberg
Secrétaire général de l'OTAN

l'OTAN sont en mesure de nouer un dialogue avec les communautés locales. Une meilleure prise de conscience du rôle joué par le genre dans les conflits permet d'améliorer l'efficacité opérationnelle de l'armée et d'optimiser la sécurité. Le renforcement de cette culture ne peut qu'être bénéfique pour la contribution de l'OTAN à l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables.

Cinquièmement, il revient désormais aux commandants de l'OTAN d'établir des rapports sur les violences sexuelles commises en période de conflit. L'OTAN est également en train de créer un système de rapport compatible avec les systèmes de surveillance, d'analyse et de rapport de l'ONU afin d'enregistrer les cas de violence fondée sur le sexe. Grâce à ces données, qui seront partagées avec l'ONU, les soldats de l'OTAN seront en mesure d'identifier des schémas et des tendances, ce qui leur permettra de réagir plus rapidement pour prévenir tout acte de violence potentiel. En signalant ces crimes et en soutenant les efforts déployés pour traduire les auteurs en justice, l'OTAN peut remettre en cause la culture d'impunité, y compris pour les hauts dirigeants et les principaux responsables.

Les alliés de l'OTAN se sont engagés à faire de ces questions leur priorité chaque jour qui passe, dans la façon dont ils entraînent leurs soldats, dont ils opèrent sur le terrain et dont ils interagissent avec les civils qui se trouvent dans des zones de combat.

Nous insisterons également sur la mise en place d'actions plus concertées à travers le monde. En collaborant avec le monde des affaires, la société civile, les gouvernements et les dirigeants politiques, de grandes organisations internationales comme l'OTAN peuvent ouvrir la voie qui mènera vers une fin de l'impunité des violences sexuelles en période de conflit. Le fait que les violences faites aux femmes, que ce soit dans des sociétés pacifiques ou en temps de guerre, soient considérées par tous comme un crime de moindre gravité est une honte pour le genre humain. Nous avons finalement l'espoir de changer cela. Nous le devons à nous-mêmes – hommes et femmes – et aux générations futures.

LENA
LEADING — EUROPEAN
NEWSPAPER – ALLIANCE

États-Unis

Le «Russiagate» fissure le mur de Trump

Sous un feu nourri d'attaques républicaines, le procureur spécial Robert Mueller progresse dans l'enquête sur les liens entre le président et le Kremlin

L'essentiel

- **Enquête** La Russie a-t-elle bel et bien interféré dans l'élection présidentielle américaine de 2016? Un ancien patron du FBI est chargé d'élucider la question.
- **Galaxie** Découvrez les membres impliqués dans l'entourage du président américain: des présumés innocents à ceux qui plaident coupables.
- **Sénat** Une commission du Sénat, qui mène sa propre enquête, a de nouveau entendu Donald Trump Junior. Celui-ci s'est exprimé à huis clos.

Jean-Cosme Delaloye New York

L'élection présidentielle américaine de 2016 a-t-elle été piratée par un homme «pesant 180 kg, assis sur son lit», comme l'avait suggéré ironiquement Donald Trump en septembre 2016? Ou la Russie a-t-elle bel et bien interféré dans le processus électoral, comme l'ont conclu les services de renseignement américains en janvier, et a-t-elle pu compter sur la coopération du clan Trump? C'est le mystère que Robert Mueller, un ancien patron du FBI, a été chargé d'élucider depuis le mois de mai. Le procureur spécial essaie aussi de déterminer si le président des États-Unis a tenté de faire obstruction à la justice en licenciant en mai James Comey, le chef du FBI qui menait l'enquête sur la Russie.

Robert Mueller avance vite et les pressions pour tenter de le freiner augmentent. Mercredi, Rod Rosenstein, le numéro 2 du Département de la justice, a dû le défendre face aux critiques de parlementaires républicains proches du président. «L'enquête du procureur spécial n'est pas une chasse aux sorcières», a-t-il assuré en faisant allusion aux plaintes répétées de Donald Trump et de son entourage.

L'enquête est sous attaque

Pour Rod Rosenstein, Robert Mueller a jusqu'ici fait son travail de manière «appropriée». Cette appréciation ne convainc pas certains élus conservateurs, comme le représentant de l'Ohio, Jim Jordan. «Je pense que la confiance du public s'est évaporée», a martelé le parlementaire républicain, qui réclame la nomination d'un enquêteur chargé lui-même d'enquêter sur Robert Mueller et son équipe. L'élu justifie sa requête en mentionnant des SMS qu'un agent du FBI, membre du groupe constitué par Robert Mueller, avait échangés avec une collègue et dans lesquels il critiquait Donald Trump. Peter Strzok, l'agent en question, a été renvoyé de l'équipe de Robert Mueller pendant l'été.

«Cette volonté de discréditer l'enquête du procureur spécial n'est pas nouvelle», analyse Claire Finkelstein, une professeure de droit à l'Université de Pennsylvanie. «Donald Trump et son entourage se rendent probablement compte qu'ils n'ont pas assez de marge de manœuvre pour faire renvoyer Robert Mueller. Ils essaient donc de l'affaiblir en réclamant l'ouverture d'une enquête sur lui.»

Claire Finkelstein rappelle que de nombreux contacts entre la campagne de Donald Trump et la Russie ont déjà pu être prouvés. Le 30 octobre dernier, au moment où Robert Mueller inculpait Paul Manafort (ancien chef de campagne de Donald Trump) et son bras droit Rick Gates pour blanchiment de fonds notamment, il avait dévoilé sa première carte: le plaider coupable de George Papadopoulos. L'ancien conseiller de la campagne de Donald Trump a reconnu avoir menti au FBI le 27 janvier 2017, lorsque les agents l'avaient interrogé sur les liens entre la campagne de Donald Trump et Moscou. Il a aussi admis avoir été en contact avec des gens proches du Kremlin.

Donald Trump Junior a pour sa part dû reconnaître cet été avoir rencontré une délégation russe emmenée par Natalia Veselnitskaya, une avocate proche du Kremlin. Il avait affirmé dans un premier temps que ce rendez-vous avait porté sur la question du gel des adoptions d'enfants russes par des Américains. Mais alors que le *New York Times* s'apprêtait à publier des e-mails contredisant ses propos, le fils de Donald Trump avait finalement dû publier sa correspondance précédant la rencontre. «Si c'est ce que tu dis, j'adore ça», avait-il écrit le 3 juin 2016 à un ancien partenaire en affaires de son père, offrant des informations qui «incrimineraient Hillary [Clinton] et ses relations avec la Russie». Donald Trump Jr a une nouvelle fois témoigné ce mercredi à huis clos devant une commission du Sénat qui mène une enquête parallèle à celle de Robert Mueller *(lire ci-dessous)*. Le mois dernier, il avait aussi dû reconnaître avoir été en contact avec WikiLeaks, le groupe qui avait publié les e-mails piratés du parti démocrate. En janvier, les services de renseignement avaient conclu que ces e-mails avaient été fournis à WikiLeaks par les services secrets russes.

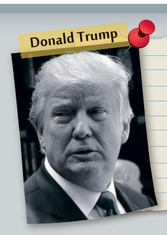
Donald Trump n'a jamais vraiment embrassé les conclusions de ses services de renseignement. Le mois dernier, il a suggéré qu'il prenait au mot le président russe Vladimir Poutine lorsque celui-ci niait toute interférence de son pays dans la campagne présidentielle: «Je pense qu'il se sent insulté», avait affirmé Donald Trump.

L'atout Flynn du procureur

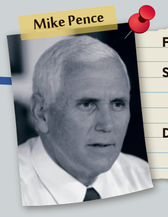
Vladimir Poutine a affirmé ce jeudi que l'affaire russe avait été «inventée» par les opposants de Donald Trump pour délégitimiser son travail. Robert Mueller a néanmoins dévoilé un témoin clé pour son enquête le 1er décembre: Michael Flynn. L'ancien conseiller de la Maison-Blanche à la Sécurité nationale a plaidé coupable de mensonge au FBI sur un contact avec un diplomate russe en décembre de l'année dernière. Selon des sources citées par les médias américains, c'est Jared Kushner, le gendre de Donald Trump, qui aurait demandé à Michael Flynn d'établir la communication avec l'ambassadeur de Russie.

«L'inculpation de Michael Flynn est un développement majeur dans l'enquête, explique Claire Finkelstein. Il est improbable que Robert Mueller ait accepté un plaider coupable aussi léger de Michael Flynn sans avoir reçu en échange des informations clés sur d'autres acteurs de cette affaire.» La professeure espère que Robert Mueller pourra mener son enquête jusqu'au bout: «C'est la meilleure chance que nous ayons de rétablir l'État de droit dans ce pays, conclut-elle. Mais même si le président décidait de renvoyer Robert Mueller, l'enquête ne s'arrêterait pas.»

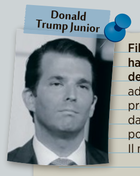
Russiagate: tous les acteurs potentiellement impliqués dans l'enquête du procureur Robert Mueller



Donald Trump
Fonction: président des États-Unis
Soupçons: collusion de sa campagne électorale avec la Russie; entrave à la justice
Défense: nie en bloc et se dit victime d'une «chasse aux sorcières».



Mike Pence
Fonction: vice-président des États-Unis
Soupçons: en saurait plus sur les contacts de la campagne de Trump avec la Russie
Défense: nie toute connaissance de collusion avec la Russie



Donald Trump Junior
Fils de Donald Trump et ancien haut responsable de la campagne de son père. A dû notamment admettre avoir rencontré une avocate proche du Kremlin pendant la campagne, dans l'espoir d'obtenir des informations pouvant nuire à Hillary Clinton. Il nie toute activité illégale.

Jared Kushner
Gendre et conseiller du président. Ancien haut responsable de la campagne de Donald Trump. A omis de révéler ses contacts avec des intérêts russes. A fait l'objet de récentes révélations selon lesquelles il aurait demandé à Michael Flynn de prendre contact avec la Russie avant l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche. Une démarche pour laquelle Michael Flynn a plaidé coupable d'avoir menti au FBI. **Personnage potentiellement clé de l'enquête.**

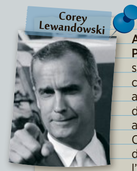
Eric Trump
Fils de Donald Trump. Dirige la Trump Organization avec son frère Donald Jr. Moins exposé que son frère dans l'enquête russe. Des membres de l'une des commissions d'enquête du Congrès veulent l'interviewer dans cette affaire.

Paul Manafort
Ancien directeur de la campagne de Donald Trump et conseiller de l'ex-président ukrainien prorusse, Victor Ianovkovitch. Inculpé le 30 octobre 2017 pour blanchiment d'avoirs non déclarés au fisc. A plaidé non coupable.

Inculpé

Michael Flynn
Ancien conseiller de la campagne de Donald Trump en matière de politique étrangère. Ancien conseiller à la Sécurité nationale du président. Renvoyé le 13 février 2017. Raison officielle: il aurait menti au vice-président sur ses contacts avec la Russie. A plaidé coupable le 1er décembre 2017 d'avoir menti au FBI sur une seule de ses interactions avec l'ambassadeur de Russie aux États-Unis et a accepté de coopérer avec les autorités.

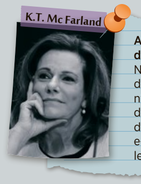
A plaidé coupable



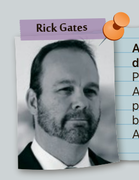
Corey Lewandowski
Ancien chef de la campagne de Donald Trump avant Paul Manafort. Personnage jusqu'ici en marge de l'enquête sur la Russie. En novembre, Carter Page, un ancien conseiller de la campagne de Donald Trump, a notamment affirmé au Congrès que Lewandowski avait autorisé l'un de ses voyages en Russie en juillet 2016. Lewandowski a d'abord affirmé au magazine *Politico* ne pas connaître Carter Page avant de reconnaître avoir autorisé ce déplacement après l'émergence d'un e-mail confirmant l'histoire de Carter Page. A justifié son amnésie initiale en affirmant avoir envoyé l'e-mail le jour de la Fête des pères.

Steve Bannon
A dirigé la campagne de Donald Trump après Paul Manafort. Ancien conseiller à la Maison-Blanche. Son nom n'apparaît pas dans l'enquête, mais il pourrait être utilisé comme témoin car il était conseiller du président lorsque celui-ci a décidé de renvoyer Michael Flynn puis James Comey, l'ex-patron du FBI.

Jeff Sessions
Ancien conseiller de la campagne de Donald Trump. Ministre de la Justice. S'est contredit à plusieurs reprises lors de ses témoignages sous serment au Congrès. En janvier 2017, il a assuré n'avoir été au courant de contacts entre la campagne de Trump et la Russie. En octobre, il a réaffirmé cette théorie mais a reconnu un mois plus tard se souvenir d'une réunion, le 31 mars 2016, en présence de Donald Trump et de George Papadopoulos, un conseiller de la campagne qui affirmait pouvoir établir un contact avec Moscou.

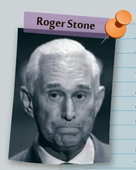


K.T. Mc Farland
Ancienne conseillère adjointe de la campagne de Donald Trump. Nominée pour le poste d'ambassadrice des États-Unis à Singapour. Elle a affirmé n'avoir pas été au courant des contacts de Michael Flynn avec l'ambassadeur de Russie aux États-Unis, mais des e-mails révélés au début du mois par le *New York Times* la contredisent.

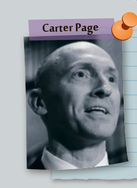


Rick Gates
Ancien bras droit de Paul Manafort lors de la campagne de Donald Trump. Partenaire en affaires avec Manafort. A travaillé avec lui pour le parti ukrainien prorusse. Inculpé le 30 octobre de blanchiment d'avoirs non déclarés au fisc. A plaidé non coupable.

Inculpé



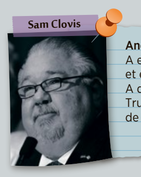
Roger Stone
Ancien conseiller de Donald Trump. Avait prévenu en termes mystérieux, pendant la campagne électorale, de la publication par WikiLeaks de matériel compromettant pour la campagne d'Hillary Clinton. A reconnu avoir été en contact avec Guccifer 2.0, le pirate informatique qui a hacké le serveur du Parti démocrate. Les services de renseignements américains ont conclu que le piratage informatique dont a été victime le Parti démocrate avait été orchestré par des groupes liés aux services secrets russes.



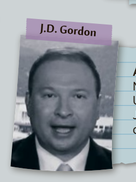
Carter Page
Ancien conseiller de la campagne de Donald Trump pour la politique étrangère. S'est rendu en Russie pendant la campagne électorale. A témoigné en novembre avoir prévenu Jeff Sessions de son voyage à Moscou en juillet 2016. A de nombreux contacts avec la Russie.

George Papadopoulos
Ancien conseiller de la campagne de Donald Trump pour la politique étrangère. Avait affirmé pendant la campagne pouvoir mettre sur pied un meeting avec des représentants russes. A plaidé coupable le 5 octobre 2017 d'avoir menti au FBI sur ses contacts avec des gens proches du Kremlin. Collabore avec l'équipe de Robert Mueller.

A plaidé coupable



Sam Clovis
Ancien conseiller de la campagne de Donald Trump. A engagé George Papadopoulos à l'époque et encouragé le jeune conseiller à se rendre à Moscou. A dû retirer sa candidature au sein de l'administration Trump à cause de ses problèmes dans le cadre de l'enquête. A témoigné au Congrès à huis clos.



J.D. Gordon
Ancien conseiller de la campagne de Donald Trump. Nie toute connaissance de contacts avec la Russie. Une déléguée républicaine affirme néanmoins que J.D. Gordon aurait fait assouplir le programme politique du Parti républicain pour ne pas froisser la Russie.

I. CAUDULLO. TEXTES: J.-C. DELALOYE. PHOTOS: REUTERS, AP, AFP, KEYSTONE, DR

Le procureur doit composer avec 4 autres enquêtes

● Robert Mueller n'est pas seul. L'ancien patron du FBI qui a été nommé en mai pour faire la lumière sur l'interférence russe dans la campagne électorale doit composer avec quatre enquêtes parlementaires, menées par la Chambre des représentants et le Sénat. Robert Mueller, un procureur républicain de 73 ans qui a combattu au Vietnam, est responsable de l'enquête pénale qui a déjà débouché sur la mise en examen de deux anciens cadres de la campagne de Donald Trump et sur le plaider coupable de Michael Flynn, l'ex-conseiller à la Sécurité nationale, ainsi que sur celui de George Papadopoulos, un conseiller de Donald Trump en matière de politique étrangère pendant la campagne électorale de 2016.

Parallèlement, quatre commissions – deux de la Chambre des représentants et deux du Sénat – tentent de faire la lumière sur la collusion potentielle entre le clan Trump et Moscou pendant la campagne électorale. La teneur de ces enquêtes est plus politique que celle de Robert Mueller, car elles sont menées par des commissions contrôlées par le parti républicain du président. Devin Nunes, un parlementaire conservateur considéré comme proche de la Maison-Blanche et qui dirigeait l'une de ces enquêtes parlementaires, a d'ailleurs été mis sur la touche cette année après avoir fait l'objet d'une investigation d'une commission d'éthique.

Selon des révélations du *New York Times* le mois dernier, Donald Trump a demandé à plusieurs sénateurs républicains d'abandonner leur enquête sur la Russie. La Maison-Blanche a assuré que le président n'avait pas outrepassé son pouvoir avec sa requête aux parlementaires. Un argument qui n'a pas convaincu l'opposition démocrate, qui a dénoncé par la voix de Dianne Feinstein, une sénatrice de Californie, la «pression» exercée par Donald Trump. **J.-C.DE.**